

Conseil Régional
Séance plénière du 24 novembre 2006
Débat sur le Plan Réunionnais de Développement Durable (PR2D)
Conclusion de Paul Vergès, président du Conseil Régional.

Il faut sans doute voir dans notre ordre du jour l'origine de ce qui m'apparaît comme étant une confusion.

Il y a d'un côté le PR2D et, de l'autre, les OB, les orientations budgétaires.

L'objectif des OB, c'est un débat sur un avenir immédiat, sur ce qui inspirera le budget de l'année prochaine. Le PR2D, s'il intègre 2007 comme point de départ, essaie de scruter un avenir plus lointain : 2015, 2020 et 2030 (...). Au regard des nombreuses demandes de précision qui ont été faites, j'ai bien peur qu'il y ait eu substitution de débats. Ainsi, sur une perspective stratégique à 15 ans, 20 ans ou plus, on ne peut avoir une approche en terme de coût, par exemple, que de très loin.

Nous devons donc bien distinguer l'avenir immédiat et celui à moyen et long terme. Nous allons discuter de ce qui concerne 2007 lors du débat sur le budget avec des orientations budgétaires que nous allons mettre en débat. Ensuite, un avenir un peu plus lointain portant sur 2007-2013 est ce qui est contenu dans le Contrat de Projets Etat-Région et le DOCUP 3, qui lui concerne les fonds européens.

Sur le court et moyen terme, nous aurons à solutionner plusieurs problèmes : la route du littoral (2007-2016) ; le tram-train (2008-2012) et la livraison de la route des Tamarins (2008-2009). Nous devons voir se dérouler devant nous tout cela et ne pas nous tromper de débat. Cela n'est sans doute pas de la responsabilité de notre assemblée qu'elle ait eu à débattre dans le temps d'abord du moyen et du long terme avant d'avoir à débattre de l'immédiat. Il est toujours plus facile de débattre de l'immédiat, sur quelque chose de palpable et de concret plutôt que d'imaginer l'avenir.

Deuxième problème : j'ai entendu des appréciations rapides, légères parfois teintées de mépris sur ce document. Il faut faire attention. On peut ne pas être accord avec ce document. Pour ma part, j'ai pour lui une très grande considération et un très grand respect. Avec les moyens dont je dispose, je suis face au résultat du travail, de la discussion et des propositions d'un nombre considérable de socioprofessionnels, d'experts, d'élus qui ont apporté leurs contributions, parfois critiques, et qui les ont fait intégrer. Lorsqu'on traite ce document avec un certain mépris, on attire sur ses propres qualités intellectuelles un jugement de médiocrité. La fatuité n'a jamais été un élément d'amélioration du quotient intellectuel.

Ceci étant dit, il nous faut revenir sur un certain nombre de données que nous croyons acquises et qui inspirent ce document.

Notre préoccupation est la suivante : comment surmonter tous les handicaps internes (géographie, population, etc.) ou externes (climat, mondialisation, etc.) afin de faire de La Réunion un pays développé pour les générations d'aujourd'hui et pour celles à qui nous transmettrons ce que nous avons fait.

Sur ce plan, il n'est pas facile de déterminer le cadre, la stratégie que nous pouvons proposer dans un document comme le PR2D.

Ce cadre doit tenir compte de facteurs qui, pour la première fois à La Réunion, évoluent à une vitesse considérable et bouleversent tout l'ordre social et économique que nous avons connu.

Ces facteurs qui vont tout remettre en cause intéressent et interpellent tout le monde. Dans la méthode d'élaboration du PR2D nous devons faire appel à tous. Nous devons donc saluer les contributions extrêmement importantes déjà apportées par de nombreuses personnalités venues de milieux ou d'horizons différents.

A ce titre, je dois saluer deux initiatives.

D'abord les déclarations de notre collègue Fotsé. Nous devons en effet, faire appel à sa contribution et à celle de ses amis.

Ensuite le courrier que vient de nous adresser le Président de la Chambre de Commerce, M. Eric Magamootou. Ancien élu de notre assemblée, ce dernier ne peut plus y siéger pour les raisons que l'on sait. Dans sa lettre, et à son niveau de responsabilité, le Président de la CCIR nous dit son accord sur le fond même du document et y trouve « une parfaite convergence sur la vision en terme d'ambitions ». Il nous fait un certain nombre de remarques et de propositions qui devront être intégrées si nous les considérons comme positives. Car, ce document n'est pas figé. Il doit évoluer constamment.

Nous voulons en effet la contribution la plus large possible pour que le résultat qui en sortira puisse être approprié par le maximum de nos compatriotes.

Nous sommes donc allé le plus loin possible dans le cadre acceptable par les uns et par les autres même s'ils appartiennent à des catégories sociales qui ont des intérêts différents et même parfois divergents, sinon opposés.

C'est là que nous arriverons à la limite du compromis. Nous voulons aller vers l'accord le plus large possible sur l'avenir le plus lointain possible. Mais nous savons que nous ne pourrons pas avoir l'accord de tout le monde. Tout à l'heure nous avons eu un exposé très net, très ferme sur un désaccord sur le fond, notamment sur le secteur de l'énergie. J'en prends acte. Si nous sommes aussi opposés sur le fond sur un élément aussi décisif que celui de l'énergie, et bien notre opposition sur le fond ne concerne pas seulement l'avenir, il implique aussi l'immédiat parce que ce serait nous tromper nous-mêmes que d'essayer de faire un faux accord sur une divergence de fond. Et c'est là que l'avenir tient l'immédiat. Cela doit être très clair pour tous.

Je remercie donc les uns et les autres d'avoir défini aussi clairement leur plateforme. Nous savons désormais avec qui nous pouvons aller plus loin dans la recherche de l'enrichissement de notre document. Nous savons dès maintenant qui est en désaccord sur le fond pour aujourd'hui, demain, après-demain et jusqu'en 2030.

Voilà la clarification qui a été amenée par la discussion.

Nous avons donc un premier problème d'appropriation de ce document.

Lorsque nous parlons de 2030, cela revient à se demander qu'est-ce qui sera fondamentalement changé d'ici 2030 sinon au-delà, en 2050.

Et bien tout sera changé dans le cadre de ce plan.

Nous avons à apprécier un élément considérable. Nous appartenons à la génération de femmes et d'hommes qui de toute la longue histoire de l'Humanité allons vivre pour la première fois des phénomènes planétaires et dont nous prendrons conscience de leur caractère planétaire.

Lorsque vous étudiez l'histoire de l'Humanité, que vous découvrez les civilisations précolombiennes, que vous prenez connaissance des découvertes paléontologiques en Afrique, en Mésopotamie ou ailleurs, vous comprenez que c'est de là que viennent nos ancêtres. Ils y ont développé cultures et civilisations. Vous apprenez aussi que leur vision du monde était limitée à celle de leur région. Elle était réduite à une seule donnée. Aujourd'hui, ce que nous vivons c'est la mondialisation de notre vision, c'est la connaissance de l'Humanité dans sa globalité, sa totalité. Pour la première fois dans l'histoire de l'Humanité, nous sommes les témoins et les commentateurs du sort de notre espèce qui est une parmi tant d'autres sur la planète.

De ce point de vue, nous allons vivre un phénomène qui est à la fois le premier et unique dans toute l'histoire des hommes.

Lorsque les homo sapiens sont apparus ils n'étaient, au plus, que 100 000. C'est un miracle s'ils ont pu survivre. Au cours de centaines de milliers d'années ils se sont dispersés et développés partout dans le monde pour ne représenter que 2 milliards d'habitants il y a moins de deux siècles. Il y a eu ensuite l'accélération de la transition démographique. Aujourd'hui nous allons atteindre les 7 milliards d'habitants. En 2030, on dépassera les 8 milliards pour approcher les 9 milliards vers 2050.

Ce que nous allons vivre au cours de notre Plan, ici, va accompagner un mouvement unique : lorsque la population mondiale se stabilisera autour de 9 milliards d'habitants, il n'y aura plus de transition démographique. C'est un moment unique dans l'histoire et c'est ce que nous vivons. Nous savons que nos descendants ne le connaîtront pas et que nos prédécesseurs ne l'auront pas connu.

En même temps que nous allons vivre cela, nous allons connaître d'importants changements climatiques.

Les rapports présentés à la conférence de Nairobi qui s'est déroulée du 6 au 17 novembre derniers, sont relativement pessimistes. Ils concluent qu'à la fin du siècle, la différence de température entre le début de l'ère industrielle –c'est-à-dire il y a 150 ans- et celle de 2100 sera égale ou supérieure à la différence de températures qui a provoqué la fin de l'ère glaciaire et l'arrivée de la période moderne, il y a 13 000 ans. Ce qui a mis 13 000 ans à façonner le monde sera effacé sur un siècle.

Ce siècle verra des choses extraordinaires et inimaginables. Vous auriez dit à Jules Verne qu'il y aurait des icebergs au large de la Nouvelle-Zélande, il ne vous aurait pas cru.

Pendant des siècles, les tsars de Russie, Joseph Staline, l'explorateur Admudsen ont rêvé de pouvoir emprunter le passage du nord-ouest. Certains y ont laissé leur vie.

Or, aujourd'hui, on nous dit que l'Arctique sera dégelé et qu'en 2040 le passage deviendra permanent sur les rives de l'Arctique, au large de la Sibérie comme au large du Canada.

Pour nous, à La Réunion, cela a une importance capitale.

Quand le commerce a fini par prendre de l'ampleur, le Canal de Suez a été construit pour éviter le passage par le Cap de Bonne Espérance. Une grande partie du trafic maritime du nord a été détournée. Le canal a fait la richesse de Singapour, de tout le Sud-est asiatique et, avec le pétrole, celle des émirats arabes. La Réunion qui était une escale sur la route de l'Extrême-Orient est alors devenue un terminus. Alors que la quasi-totalité des bateaux passant par le Cap de Bonne Espérance touchaient notre île, il ne nous est resté que les Messageries Maritimes et la Nouvelle Compagnie Havraise Péninsulaire. Pratiquement plus personne ne venait à La Réunion.

Ce passage par l'Inde jusqu'à l'Extrême-Orient, c'est 23 000 km. Le passage par l'Arctique, c'est 13 000 km, c'est-à-dire 10 000 km de moins à parcourir !

Dans 40 ans, nous allons assister à une crise du transit dans l'Océan indien.

Nous allons donc vivre à la fois un moment unique dans l'histoire de l'Humanité et un autre tout aussi unique dans l'évolution climatique.

Les experts estiment qu'à un moment donné, les besoins du développement qui génèrent une demande en pétrole ne pourront plus être satisfaits par les capacités d'exploitation et les réserves découvertes. C'est ce qu'ils appellent le « peak oil ». Leur théorie fait débat. Certains plaçaient ce pic en 2040. La majorité d'entre eux le situent aujourd'hui à 2030. D'autres considèrent que cela pourrait intervenir bien plus tôt.

Avec notre document, nous allons vivre le moment où la demande de pétrole dans le monde sera telle et son coût si élevé, qu'il n'y aura plus les moyens de satisfaire aux besoins.

Ici, nous ne manquons pas de faire remarquer que le coût du ciment augmente comme celui du fer, des matières premières, tout augmente. Nous expliquons cela par les demandes chinoise et indienne. Mais, que se passera-t-il lorsqu'il y aura les demandes brésilienne, indonésienne et celle des pays émergents ? Nous pouvons affirmer une certitude : le potentiel en énergies fossiles ou en matières premières est déjà insuffisant par rapport aux besoins qui seront créés.

Nous allons vivre cette situation avec notre document.

Nous devons en prendre conscience.

A la conférence de Nairobi, des rapports indiquaient qu'avec les changements climatiques, il faudra s'attendre, notamment dans les pays d'Afrique orientale, au déplacement de 70 millions d'Africains qui seront menacés par les crues, les inondations, la montée des océans, etc. Avec la sécheresse qui gagnera le continent noir, plus de 20 millions de personnes seront en situation de risque alimentaire, avant 2030.

Nous allons vivre dans ce contexte.

Notre document pose un autre problème : celui d'une meilleure intégration de La Réunion à l'Union Européenne. Or, entre le moment où le concept de « région ultrapériphérique » a été défini et aujourd'hui, l'UE est passée de 13 états-membres à 15, de 15 à 19, de 19 à 25 et aujourd'hui à 27 avant d'intégrer au 1^{er} janvier 2007, la Roumanie et la Bulgarie. Nous sommes 800 000 réunionnais et nous disons que nous avons droit à l'objectif 1, c'est-à-dire être prioritaire dans l'attribution des aides européennes. Mais la totalité des régions de Roumanie ont droit à l'objectif 1 et ils représentent 20 millions d'habitants. Cela veut dire que le DOCUP 2007-2013 que nous allons signer avec l'Europe est sans doute le dernier à ce niveau.

Nous avons à en tenir compte.

Nous posons aussi la question de notre intégration dans notre ensemble régional.

Hier se déroulait la première journée du Forum des îles du Sud Ouest de l'Océan Indien. Je rappelais aux participants que leurs 5 îles ont une population de 22 millions d'habitants. En 2025, c'est-à-dire dans 19 ans, ces 5 îles représenteront 35 millions d'habitants et en 2050, elles comporteront 47 millions de personnes.

Voilà les différentes échelles. Voilà où nous devons pouvoir anticiper et définir notre avenir.

Ce qui m'a fait plaisir à cette rencontre, c'est d'entendre utiliser moins le terme de « coopération » que celui de « co-développement ». C'est désormais une notion qui inspire l'ensemble des îles. Ces dernières se disent qu'elles ne peuvent se développer seules mais en solidarité, dans l'échange et le partage.

C'est un acquis important.

En tout cas il nous faudra définir notre concept d'intégration. Nous intégrer comment dans cette zone ? Comment nous intégrer à la fois à l'Union européenne et à cette zone ?

C'est la question la plus difficile posée jusqu'ici à des petites îles se trouvant dans la même situation que la notre.

Ou bien on le tranche par la guerre comme l'a fait Margaret Thatcher avec les îles Falkland qui, situées en face de l'Argentine, sont intégrées à l'Angleterre sans relation avec le continent sud-américain. Toute l'économie de ces îles est fondée sur des relations exclusives avec Londres.

A aucun moment n'ont été posées les conditions de notre intégration dans notre zone géographique. Aujourd'hui, alors que le débat se pose, nous devons tenir compte des changements dans notre processus d'intégration à l'UE. Nous devons répondre avant 2030, à la fois dans nos négociations avec Bruxelles et dans les discussions autour des Accords de Partenariat Economique (APE) qui lieront l'Europe et les pays de la zone.

C'est de tout cela qu'est porteur le document stratégique qui vous est proposé.

La difficulté ne réside pas seulement dans la nécessité d'appréhender les problèmes de notre intégration régionale ou à l'Europe. Car nous devons aussi nous situer par rapport aux changements à l'échelle du monde.

L'Europe s'est engagée à discuter avec l'OMC des problèmes de la Politique Agricole Commune, de son budget en 2009, au plus tard. 2009, c'est dans deux ans et ces débats nous concernent.

Notre document a raison de souligner le rôle primordial de la culture dans notre processus de développement. Nous voyons bien que notre présent et notre avenir arrivent en évolution et en contradiction avec notre passé.

Le rapport parle de la nécessité d'approfondir la connaissance de la situation propre de La Réunion. J'entends dire que notre île est composée d'une société multiculturelle. Ce n'est pas vrai. Nous ne sommes pas dans une situation de coexistence pacifique entre groupes portant chacun une culture et vivant dans une diversité culturelle. Nous sommes une société avec une identité en devenir. Car, ce qui nous caractérise, c'est le partage d'apports divers. Ce partage est arrivé à un niveau tel que nous sommes à un point de non-retour. Il ne nous est plus possible de dire que nous allons nous différencier les uns par rapport aux autres. Nous sommes condamnés au partage. Nous sommes condamnés à réussir ce qui a pu être un échec à travers le monde comme la non-intégration des minorités aux Etats-Unis, en Angleterre ; l'échec des banlieues françaises, le problème des Balkans, etc. Or, dans notre île-laboratoire, où se retrouvent des groupes différenciés sur des bases plus larges, comment avons-nous réussi à faire cette société intra-culturelle ? Et comment allons pouvoir la faire progresser ? C'est la condition de notre développement durable d'ici 2030. Cela veut dire que notre développement économique, notre développement social, notre développement culturel, notre développement institutionnel n'ont pas d'autre modèle dans le monde. Nous sommes condamnés à innover.

Ce qui est demandé c'est donc d'appréhender l'avenir et d'innover de façon à concevoir ce développement, de façon à le faire évoluer, le corriger, l'enrichir par les contributions de tous et, par la même, le faire rayonner.

Voilà la grande ambition du document qui nous est soumis.

Nous devons l'étudier avec beaucoup plus de respect, parce que l'Histoire s'accélère et que ceux qui regardent l'avenir vont le maîtriser.

J'ai toujours été impressionné dans l'Histoire contemporaine par ceux qui, sous les quolibets et même l'insulte parfois ont montré l'avenir. Quand vous allez à Shanghai on nous montre une petite maison avec une petite salle. On vous explique que là, en 1921, un certain nombre de chinois, ils étaient moins de 20, se sont réunis et ont fondé le Parti Communiste Chinois. Ils se sont engagés à transformer la Chine. Ils étaient moins de 20. En quelques décennies, vous avez eu la proclamation de la République Populaire Chinoise et aujourd'hui le pays qu'on connaît.

Ou bien encore, en France, en pleine défaite qui balaie tout, vous avez un général à titre provisoire qui prend un petit avion et va en Angleterre. Il prend la parole au moment où le désastre semble consommé. Il dit : c'est peut être le désastre, mais nous gagnerons la guerre. Il déclare que nous ne sommes qu'au début mais que cette guerre est mondiale et que les ressources du monde nous permettront de battre ceux qui nous ont écrasés aujourd'hui. Sa prophétie s'est réalisée.

On peut avoir cette vision fulgurante de l'avenir et essayer d'y parvenir avec timidité. Quand Schoelcher obtient l'abolition de l'esclavage aux Antilles et qu'il est élu député des Antilles,

il se dit qu'en libérant ces esclaves venus d'Afrique et avec une politique d'assimilation on en fera des citoyens français. En 1848, il annonce que ces îles seront départements français. Il le fait un siècle avant que l'événement ne se produise.

Nous avons ici à faire le même effort pour scruter l'avenir. Parce que c'est une responsabilité politique profonde. La politique, ce n'est pas de faire le procès d'intention constant de l'adversaire et de le traiter en ennemi. C'est de ne pas jouer au paon déplumé qui s'écoute chanter alors que pour tout le monde on ne sait pas chanter. Le problème est : comment faire face à la plus grande responsabilité qui n'aie jamais pesé sur des hommes politiques ; comment être de ceux qui se lèvent plus tôt, de ceux qui voient plus loin et de ceux qui indiquent la route et qui le font avec une volonté politique implacable. C'est cela qui doit inspirer nos interventions sur le document stratégique qu'est le PR2D. C'est cela qui doit élever le débat et montrer l'avenir. Car l'avenir n'appartient à personne. C'est à nous de le construire ensemble. Chacun est bienvenu. Chacun est désiré dans ce travail de coopération. A moins qu'il n'y entre pour tenter de diviser. Alors, sa place n'est plus dans le "temple".